

En 2021, la reprise économique est moins vive en Île-de-France qu'en France

En Île-de-France, comme en France, l'année 2021 a encore été marquée par les conséquences de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19. La spécialisation sectorielle de la région dans les activités tertiaires, en particulier les secteurs de la culture et du tourisme, ainsi que sa forte ouverture à l'international, qui l'avaient déjà fortement impactée en 2020, ont continué de constituer un frein au redressement de son économie en 2021. Ainsi, alors que l'économie nationale a retrouvé son niveau d'avant-crise dès le troisième trimestre 2021, c'est seulement au mois de novembre que l'Île-de-France atteint le niveau d'activité de 2019. En outre, cette reprise de l'activité en toute fin d'année sera rapidement fragilisée par la guerre en Ukraine, porteuse de conséquences économiques importantes.

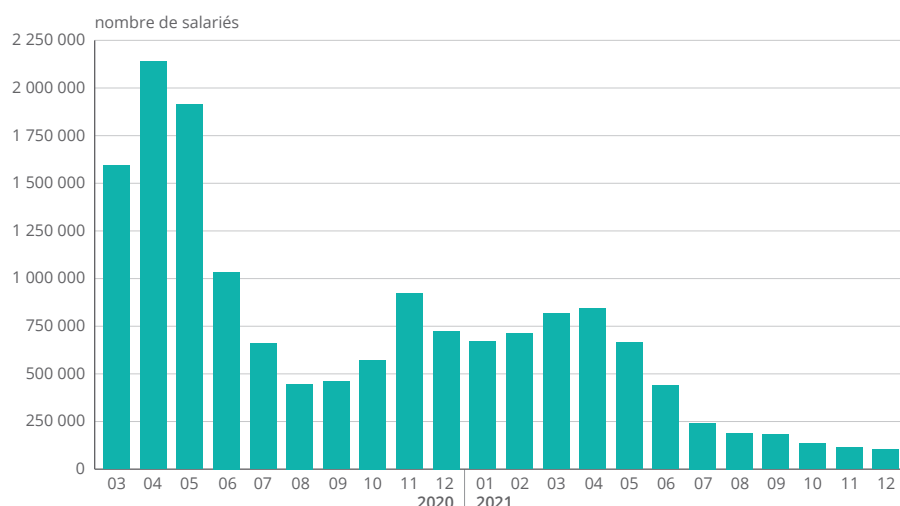
Une activité économique qui ne retrouve son niveau d'avant-crise qu'en toute fin d'année

En 2021, l'activité francilienne continue à fluctuer au rythme des restrictions sanitaires mises en place par le gouvernement pour lutter contre la Covid-19. Le recours au dispositif de

prise en charge financière de l'activité partielle est élevé en début d'année, dans la continuité de la situation observée fin 2020. Jusqu'au mois de mai, plus de 600 000 salariés sont ainsi concernés mensuellement par cette demande d'indemnisation, un niveau toutefois sans équivalence avec le nombre de personnes concernées par ce dispositif lors du premier confinement de mars 2020 ► **figure 1**. À partir du mois de juin 2021, avec l'allègement des mesures sanitaires, le recours à ce dispositif diminue de nouveau. En toute fin d'année, il atteint son niveau le plus bas depuis le début de la crise sanitaire.

Durant les cinq premiers mois de 2021, le volume d'heures rémunérées reste en retrait d'environ 10 % par rapport à son niveau des mêmes mois de 2019. L'activité ainsi mesurée commence à se redresser à partir du mois de juin ► **figure 2**. Cependant, à la fin du troisième trimestre 2021, elle n'atteint toujours pas son niveau de 2019 (- 0,8 % par rapport à septembre 2019) contrairement à ce que l'on peut observer au niveau national (+ 0,7 %). Il faut attendre le quatrième trimestre 2021 pour que l'activité francilienne retrouve, puis dépasse, son niveau d'avant-crise.

► 1. Activité partielle : nombre de salariés concernés par une demande d'indemnisation en Île-de-France



Note : données mensuelles brutes, provisoires pendant un an.
Source : ASP-DGEFP-Dares - Extraction du SI APART du 19 avril 2022.

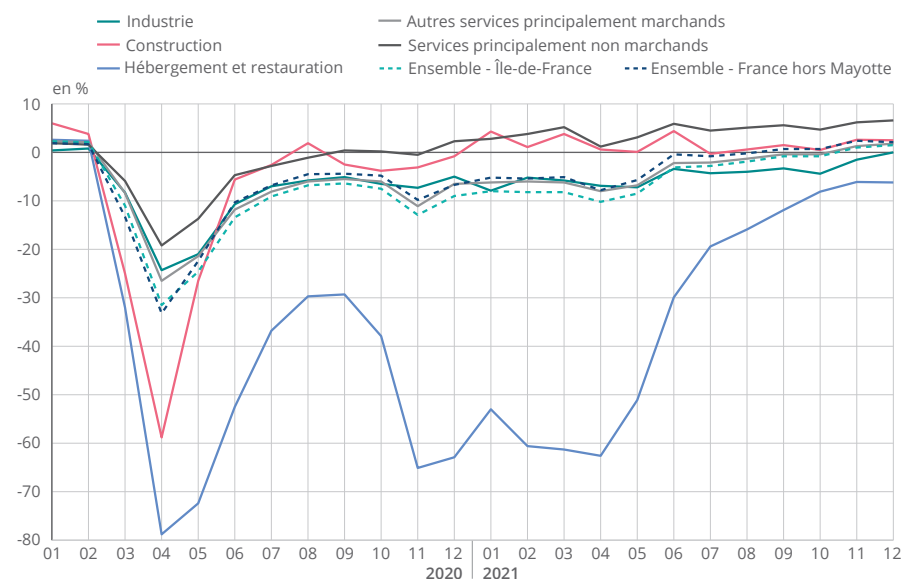
Selon les secteurs, la reprise de l'activité s'est produite plus ou moins tôt. Dans un contexte de mise en place de la vaccination contre la Covid-19 et du passe sanitaire, les services principalement non marchands, en particulier ceux de la santé, sont ceux pour lesquels le rattrapage s'est effectué le plus tôt. Dans le secteur de la construction, le niveau d'avant-crise est aussi retrouvé début 2021. En revanche, dans l'hébergement et restauration, secteur particulièrement touché en Île-de-France, l'activité ne se redresse très fortement qu'à partir du mois de mai avec la réouverture des terrasses. En fin d'année, elle reste néanmoins en retrait de 6 % par rapport au niveau d'avant-crise. Dans l'industrie, l'activité ne revient à son niveau qu'en décembre 2021. En particulier, le secteur automobile fait face à des difficultés d'approvisionnement.

L'Île-de-France atteint le niveau record de près de 6 millions de salariés

Fin 2021, en Île-de-France, l'emploi salarié atteint le niveau record de près de 6 millions de salariés avec un gain de 130 000 emplois par rapport à 2020. Cette forte hausse, portée par les emplois dans le tertiaire marchand, notamment dans l'intérim (+ 13 %) et le secteur de l'information et de la communication, est toutefois moins forte qu'au niveau national (+ 2,2 % contre + 2,8 % entre fin 2020 et fin 2021). Elle permet tout juste de dépasser le nombre d'emplois d'avant-crise (+ 0,3 % par rapport à fin 2019). La région est ainsi l'une de celles dont l'emploi a le plus faiblement progressé depuis 2019 ► **figure 3**.

En lien avec le volume d'heures rémunérées, l'emploi dans le secteur de l'hébergement et restauration, très dynamique en 2021 (+ 9,1 % par rapport à fin 2020), ne retrouve pas son niveau d'avant-crise (- 1,8 % par rapport à décembre 2019) alors qu'il est dépassé au niveau national (+ 1,6 %). Les restrictions sanitaires et le niveau toujours faible des échanges internationaux et du tourisme ont continué de pénaliser l'économie

► 2. Évolution sectorielle mensuelle des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 - Île-de-France



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

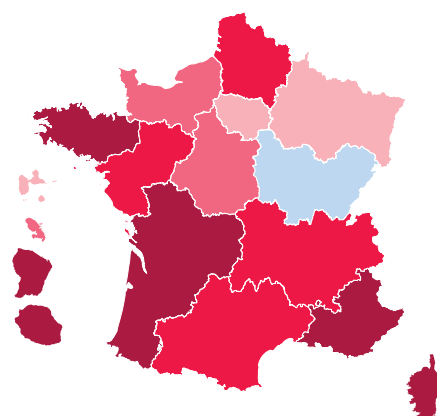
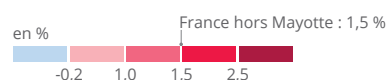
Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

francilienne de façon plus marquée qu'ailleurs en France.

Dans ce contexte de hausse de l'emploi, le nombre de demandeurs d'emploi diminue très fortement en 2021, en Île-de-France comme en France. En un an, le nombre de personnes inscrites

à Pôle emploi en catégories A, B et C recule de 6,1 % (- 5,7 % en France). Celui des inscrits en catégorie A chute quant à lui de 12,5 % mais il reste légèrement supérieur à l'effectif observé fin 2019 (+ 1,1 %). Comme pour d'autres indicateurs, la situation est différente à l'échelle de la France où le nombre d'inscrits en catégorie A, fin 2021, est nettement inférieur au niveau d'avant-crise (- 5,7 %).

► 3. Évolution régionale de l'emploi salarié total entre fin 2019 et fin 2021



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Après une année 2020 marquée par de fortes fluctuations, le taux de chômage au sens du BIT se stabilise entre 7,6 % et 7,7 % durant les trois premiers trimestres de 2021 en Île-de-France. Il recule ensuite de 0,5 point au quatrième trimestre 2021 pour atteindre 7,2 % de la population active, c'est-à-dire son niveau d'avant-crise. Pour la première fois depuis le premier trimestre 2005, le taux de chômage francilien s'établit au même niveau que pour l'ensemble de la France métropolitaine. Il lui était inférieur de 0,7 point juste avant le début de la crise sanitaire (7,2 % contre 7,9 % au quatrième trimestre 2019).

Fort dynamisme des créations d'entreprises en 2021

En 2021, les créations d'entreprises dans le secteur marchand non agricole ont de nouveau progressé en Île-de-France (+ 10 %), après une année 2020

en demi-teinte. Pour la troisième année consécutive, la hausse dans la région est toutefois inférieure à celle constatée dans l'ensemble du pays (+ 17 %). En 2021, la dynamique est plus forte qu'en 2020 dans tous les secteurs, à l'exception des activités de « commerce, transport, hébergement et restauration » qui avaient notamment bénéficié en 2020 du développement de la livraison à domicile.

En 2021, le niveau des défaillances prolonge la baisse de 2020 avec 8,1 % de défaillances d'entreprises en moins. Les dispositifs d'aide de l'État dans le cadre de la crise sanitaire ont pu contribuer à maintenir en activité certaines entreprises.

Reprise en demi-teinte de la construction

Avec 72 000 logements autorisés en 2021, l'Île-de-France atteint à nouveau l'objectif fixé par la loi du Grand Paris (70 000 logements par an). Toutefois, ce niveau, inférieur de 12 % à celui de 2019, poursuit la tendance à la baisse observée depuis 2018. Les mises en vente de logements neufs progressent de nouveau dans la région. Les ventes stagnent quant à elles, pendant que les prix continuent d'augmenter.

Les surfaces autorisées de locaux d'activité rebondissent légèrement, pénalisées par la baisse des autorisations pour les surfaces de bureaux dans un contexte de développement du télétravail.

La fréquentation touristique francilienne retrouve des couleurs en 2021

En 2021, l'allègement des restrictions sanitaires et le retour d'une partie des touristes en Île-de-France ont permis à l'activité du secteur touristique francilien de se redresser. Cette dynamique positive est notamment portée par le retour de la clientèle internationale. Tout comme au plan national, l'intégralité du secteur a pu profiter de cette reprise, avec des chiffres d'affaires se rapprochant en décembre 2021 de ceux d'avant-crise pour l'hôtellerie et la restauration (respectivement - 16 % et - 6 % par rapport à décembre 2019). Toutefois, la situation de la région reste moins favorable qu'en France (- 8,5 % et + 1,2 %).

Marie-Christine Abboudi et Justine Herbet (Insee)

En 2021, l'économie mondiale a rebondi après sa chute en 2020, l'amélioration de la situation sanitaire s'étant accompagnée d'un allègement des restrictions

En 2021, l'épidémie de Covid-19 est restée l'un des principaux déterminants de l'activité économique. L'apparition de variants a rythmé la propagation de nouvelles vagues, et, en conséquence, la poursuite des mesures de restrictions sanitaires. Celles-ci se sont cependant allégées, à mesure que les États apprenaient à limiter la propagation du virus – notamment par une campagne de vaccination à grande échelle – et que les ménages et les entreprises entraient dans le paradigme du « vivre avec ». Après la fermeture partielle des économies en 2020, qui avait fait plonger le PIB mondial à - 3,1 % par rapport à son niveau de 2019, leur réouverture progressive en 2021 a engendré un rebond en partie mécanique, à 6,1 %¹. Ce rattrapage a néanmoins été hétérogène selon les pays ► **figure 4**. Ainsi le rebond de l'activité en zone euro, certes vif (+ 5,2 %), l'a toutefois été moins qu'aux États-Unis (+ 5,7 %) ou que pour les économies

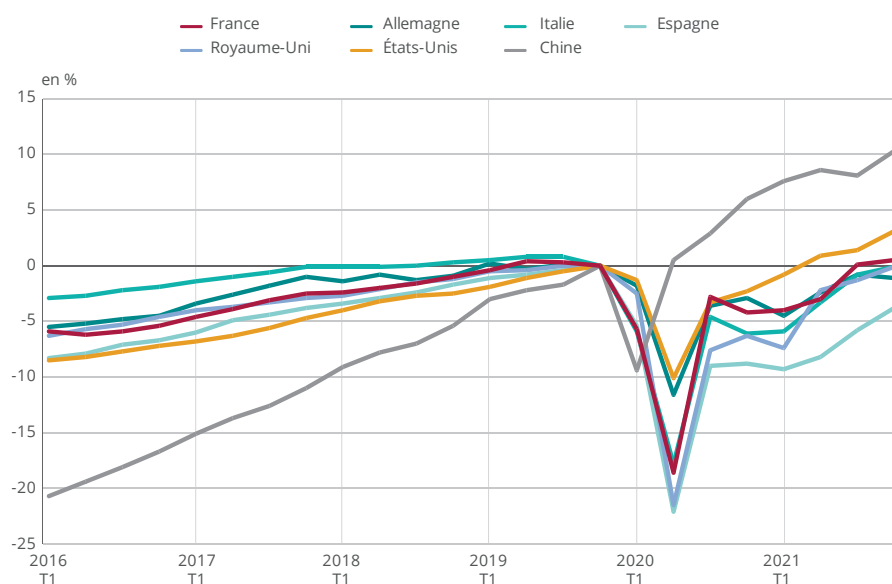
émergentes (+ 6,8 %), malgré un recul de l'activité en zone euro plus important en 2020. L'économie du Royaume-Uni a davantage rebondi (+ 7,4 %, après une chute en 2020 parmi les plus fortes des pays européens) malgré l'incertitude liée au Brexit, finalement mis en œuvre au 1^{er} janvier. Enfin, l'activité en Chine a renoué avec une croissance vigoureuse (+ 8,6 %, après un ralentissement certes marqué de l'activité en 2020), même un peu supérieure à sa moyenne des années 2010 par effet de contrecoup. Ces évolutions hétérogènes selon les pays en 2021 sont notamment liées au rythme de diffusion du virus et aux stratégies sanitaires nationales (zéro-covid, confinements, vaccination...), mais aussi aux spécialisations sectorielles (les branches des matériels et des services de transport, de l'hébergement-restauration ou encore des loisirs, sport et culture – et le tourisme en général – restant à des niveaux d'activité dégradés).

En France, l'activité a davantage rebondi en 2021 que dans la moyenne de la zone euro

Après une chute de 7,9 % en 2020, l'activité économique française s'est nettement redressée en 2021, à + 6,8 %². La croissance y a donc été à la fois plus forte qu'en Allemagne (+ 2,9 %), où le choc de 2020 a été presque deux fois moindre, et qu'en Italie (+ 6,6 %) et en Espagne (+ 5,1 %), pourtant davantage affectées en 2020. En moyenne en 2021, le PIB français se situait 1,7 % en deçà de son niveau de 2019, un rattrapage assez vif par rapport à ses principaux voisins européens.

En miroir de la chute d'activité enregistrée en France en 2020, tous les principaux postes de la demande (hors stocks) participent à son rebond en 2021 ► **figure 5**. La plus forte contribution est celle de la consommation des ménages, de 2,7 points : les opportunités de consommer des ménages, bridées par les mesures de restrictions, se sont rétablies avec la réouverture progressive des magasins, des restaurants et cafés ou encore des activités culturelles et sportives. La contribution de l'investissement total a été du même ordre, portée par les entreprises (1,5 point) – en lien avec la reprise de l'activité, notamment après les fermetures de chantiers en 2020 et du fait d'un investissement en services très dynamique – et par les ménages (0,9 point) – avec un marché immobilier dynamique. La consommation des administrations publiques a contribué au rebond de l'activité à hauteur de 1,7 point, portée par les campagnes de tests et de vaccination. La contribution des échanges extérieurs a été faiblement positive, de 0,1 point : les exportations, plus affectées en 2020 que les importations, ont aussi plus fortement rebondi. Les importations comme les exportations sont cependant restées à un niveau nettement inférieur à celui d'avant la crise sanitaire. En particulier, les exports et imports de

► 4. Écart du PIB par rapport à son niveau du quatrième trimestre 2019



Lecture : au quatrième trimestre 2021, le PIB en France s'est situé 0,5 % au-dessus de son niveau du quatrième trimestre 2019.

Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA, NBSC.

tourisme se sont situés en 2021 à environ 40% sous leur niveau de 2019.

Cet effet de miroir entre les évolutions de l'activité en 2020 et en 2021 a aussi été sectoriel, recouvrant toutefois des rattrapages hétérogènes selon les branches

En 2021, la valeur ajoutée totale a dans l'ensemble davantage rebondi que la consommation des ménages, après une baisse également plus marquée en 2020 ► **figure 6**. Les disparités selon les branches apparues en 2020 ont néanmoins persisté en 2021. Dans l'industrie, la fabrication de matériels de transport a faiblement rebondi en 2021, pénalisée à la fois par les difficultés d'approvisionnement (s'agissant de l'industrie automobile), et par l'état dégradé du tourisme mondial (s'agissant de l'aéronautique). Les services les plus affectés par les mesures de restriction – hébergement-restauration, transports, services aux ménages (sport, culture, loisirs) – ont poursuivi leur trajectoire de reprise, malgré un début d'année 2021 marqué à nouveau par l'épidémie. L'hétérogénéité ne s'est cependant

pas résorbée, entre ces branches dont l'activité ou la consommation est restée en moyenne sous son niveau de 2019 et celles qui, ayant moins souffert de la crise sanitaire, s'en sont rapprochées ou l'ont dépassé (information-communication, services financiers...). Ce constat est aussi vrai à un niveau plus agrégé : en 2021, la valeur ajoutée est restée à un niveau par rapport à 2019 relativement plus dégradé dans l'industrie que dans les services, et inversement pour la consommation des ménages.

En 2021, l'emploi et la population active ont été dynamiques

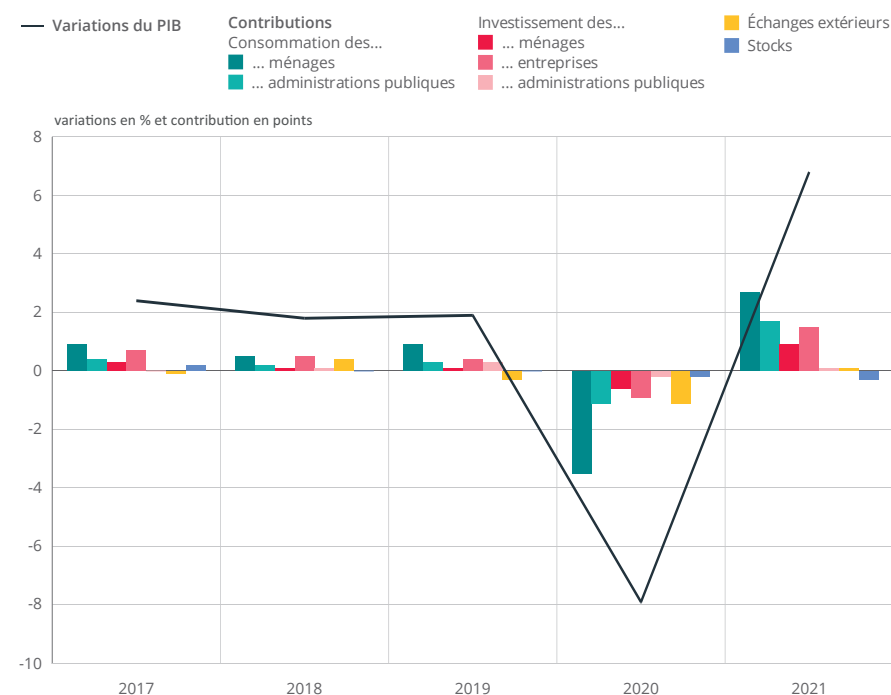
Après une diminution en 2020 (- 216 900 emplois en fin d'année, par rapport à la fin d'année 2019), d'ampleur largement moindre que celle de l'activité, l'emploi salarié a vivement rebondi en 2021 (+ 855 100 entre fin 2020 et fin 2021), repassant fin 2021 nettement au-dessus du niveau de la fin 2019³. Il est néanmoins resté en deçà de son niveau d'avant-crise dans l'industrie, tandis qu'il était particulièrement allant dans la construction, l'hébergement-restauration et les services aux entreprises. Le dispositif d'activité partielle, dont les

conditions ont progressivement évolué au cours de l'année, ne concernaient en décembre 2021 qu'environ 400 000 salariés (contre 1 900 000 en janvier 2021)⁴.

Après des mouvements très heurtés en 2020 selon un effet en « trompe-l'œil »⁵, le taux de chômage a été quasi stable pendant les trois premiers trimestres de 2021, à environ 8 % de la population active, avant de refluer sensiblement à 7,4 % au quatrième trimestre. Le dynamisme de l'emploi au cours de l'année a en effet été d'abord contrebalancé par celui de la population active, qui a rejoint progressivement sa trajectoire tendancielle d'avant la crise sanitaire puis l'a dépassé au troisième trimestre, avant de se replier légèrement par contrecoup au quatrième, conduisant à la baisse marquée du taux de chômage en fin d'année. Ces mouvements ont été particulièrement marqués pour les jeunes, dont le taux d'emploi a atteint un point haut depuis 1991, notamment sous l'effet des contrats en alternance.

En 2021, tiré par des revenus d'activité dynamiques, et quoique pénalisé par une inflation en hausse, le pouvoir d'achat par unité de consommation a progressé de 1,9 %

► 5. Variations annuelles du PIB et contribution des principaux postes de la demande



Note : les volumes sont corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

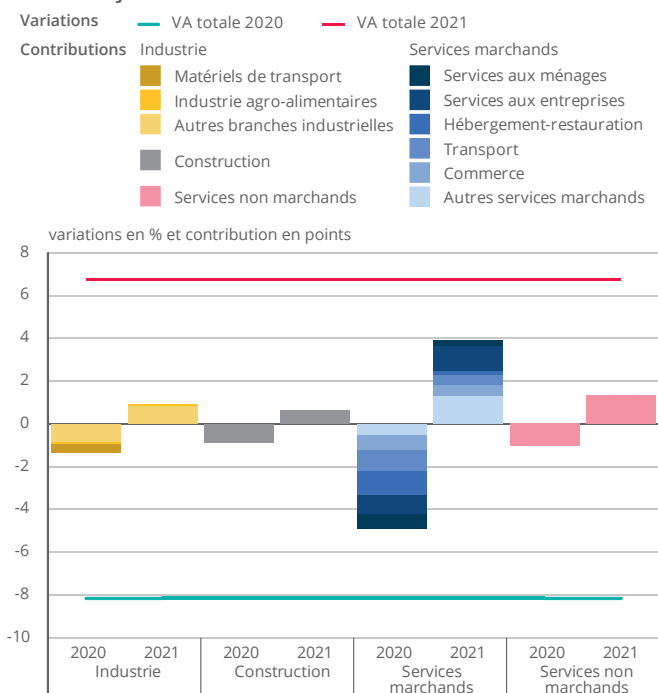
Lecture : en 2021, le PIB, en volume aux prix de l'année précédente chaînés, a augmenté de 6,8 % ; la contribution de la consommation privée des ménages a été de 2,7 points.

Source : Insee, comptes nationaux trimestriels, base 2014 ; calculs Insee.

Après un ralentissement en 2020 (+ 1,1 %), le revenu disponible brut des ménages a progressé (+ 4,0 %), plus vivement encore qu'en 2018 et 2019. Le même effet de miroir évoqué précédemment entre 2020 et 2021 a joué sur les contributions des différentes composantes du pouvoir d'achat, à l'exception notable de l'inflation ► **figure 7**. Les revenus d'activité ont contribué le plus, à hauteur de 5,0 points, en lien avec la reprise de l'activité, le dynamisme de l'emploi et le moindre recours à l'activité partielle. En 2020 la contribution négative des revenus d'activité avait été en partie compensée par celle, positive, des prestations sociales et des impôts⁶. En 2021, c'est le phénomène inverse qui se produit. L'ampleur nettement plus faible de la contribution négative des prestations sociales, de - 0,6 point, reflète toutefois la poursuite partielle des dispositifs de soutien (activité partielle et fonds de solidarité). Enfin, poussée notamment par les prix de l'énergie, l'inflation a commencé à augmenter nettement au second semestre 2021, jusqu'à atteindre 2,8 % sur un an en fin d'année. Malgré cette hausse des prix, la croissance du pouvoir d'achat a été nette en moyenne annuelle (+ 2,3 %, soit 1,9 % par unité de consommation).

► 6. Variation annuelle et contribution des branches ou produits

a. Valeur ajoutée

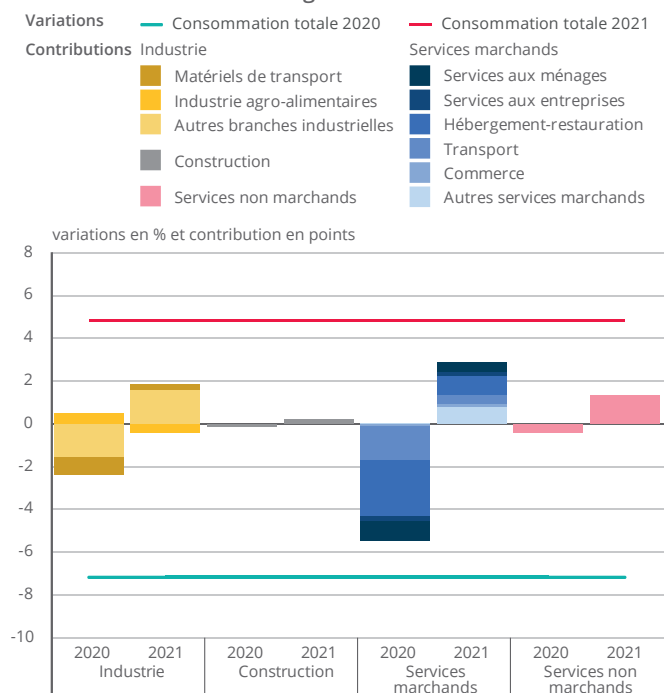


Note : les volumes sont corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO). La valeur ajoutée totale est calculée hors impôts et subventions sur produits (contrairement au PIB).

Lecture : en 2021, la valeur ajoutée totale a augmenté de 6,8 %. La contribution des autres services marchands (services marchands hors commerce, transport, hébergement-restauration, services aux entreprises et aux ménages) a été de 1,3 point ; celle de l'ensemble des branches des services marchands a été de 4,0 points.

Source : Insee, comptes nationaux trimestriels, base 2014 ; calculs Insee.

b. Consommation des ménages



Note : les volumes sont corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO). La valeur ajoutée totale est calculée hors impôts et subventions sur produits (contrairement au PIB).

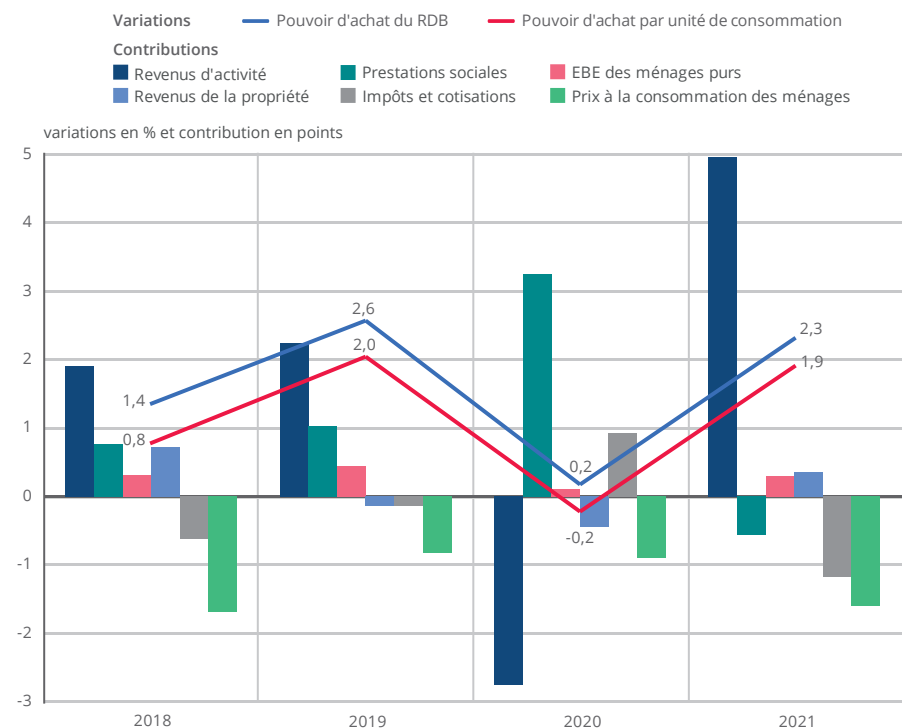
Lecture : en 2021, la consommation totale des ménages a augmenté de 4,8 %. La contribution des autres services marchands (services marchands hors commerce, transport, hébergement-restauration, services aux entreprises et aux ménages) a été de 0,8 point ; celle de l'ensemble des branches des services marchands a été de 2,8 points.

Source : Insee, comptes nationaux trimestriels, base 2014 ; calculs Insee.

Du côté des entreprises, la valeur ajoutée (CVS-CJO) des sociétés non financières a augmenté de 9,6 % en 2021, en nette reprise après sa chute en 2020. Le taux de marge a quant à lui atteint 34,2 %, repassant même au-dessus du pic de 2019 (lié principalement à un effet d'enregistrement du CICE). Cette moyenne annuelle résulte cependant d'un premier semestre 2021 élevé, dans le sillage du rebond de la fin 2020, tandis que le second semestre 2021 a été un peu plus modéré. ●

Aliette Cheptitski (Insee)

► 7. Variations annuelles du pouvoir d'achat et contribution de ses principaux déterminants



Note : les données sont corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Lecture : le pouvoir d'achat du RDB des ménages a augmenté de 2,3 % en 2021. La principale contribution à cette hausse est celle des revenus d'activité, qui s'élève à 5,0 points.

Source : Insee, comptes nationaux trimestriels, base 2014 ; calculs Insee.

¹ World Economic Outlook, FMI (Avril 2022).

² Estimation prenant en compte la correction des variations saisonnières et les effets des jours ouvrables.

³ Données révisées sur l'emploi salarié national, par rapport à celles mobilisées dans le chapitre Emploi du bilan, suite à plusieurs changements méthodologiques ; en particulier les alternants sont inclus explicitement dans la dynamique de l'emploi des années 2019 à 2021.

⁴ Le chômage partiel, 27 avril 2022, Dares.

⁵ Les confinements ont rendu difficiles les démarches de recherche active d'emploi, ce qui influe sur la mesure du taux de chômage : en effet, un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus, sans emploi durant une semaine donnée, disponible pour travailler dans les deux semaines, et qui a effectué au cours des quatre dernières semaines une démarche active de recherche d'emploi.

⁶ Ce, pour des raisons en partie comptables : contrairement aux salaires auxquels l'activité partielle n'est pas enregistrée dans les revenus d'activité, mais dans les prestations sociales.